

La lettre de la zone franc

N° 6 • Janvier 2016

SOMMAIRE

- » Éditorial 1
- » Faits saillants 2
- » Ralentissement sensible de la croissance économique en Afrique subsaharienne 2
- » Poursuite d'une croissance vigoureuse en UEMOA 4
- » Zoom sur... la situation économique des pays exportateurs de pétrole 6
- » Repli de la croissance économique dans la CEMAC 8
- » Tableau de bord Principales données 10

ÉDITORIAL

2015 aura été une année très différenciée pour les pays d'Afrique subsaharienne. D'un côté, les pays les plus dépendants des exportations de produits de base, notamment les pays exportateurs de pétrole, ont accusé de fortes réductions de leurs recettes d'exportations qui ont fragilisé leurs comptes courants et budgétaires. Ces évolutions pèsent sur leur croissance et amplifient les vulnérabilités structurelles, souvent nées de la trop faible diversification de leurs économies. De l'autre, les pays importateurs d'énergie ont bénéficié, grâce à la baisse des cours mondiaux, de substantielles réductions de leurs factures d'importations qui leur ont permis d'afficher une croissance soutenue.

Au-delà de ces évolutions de court terme, ce sont bien tous les pays d'Afrique subsaharienne qui sont très vulnérables à la menace du changement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Selon un récent rapport de la Banque mondiale¹, le changement climatique pourrait fortement accroître la pauvreté dans le monde. Les catastrophes météorologiques (sécheresses, inondations, etc.), plus fréquentes, feront flamber les prix des denrées alimentaires, lesquelles représentent la plus grosse part du budget des plus pauvres. Le réchauffement climatique est également en passe de modifier les écosystèmes et les capacités de rendements agricoles de certaines régions, avec des conséquences sur le plan sanitaire (développement du paludisme, retard de croissance des plus jeunes) et productif (réduction des surfaces de terres cultivables, baisse de la productivité agricole et humaine). Sans compter que les changements climatiques sont aussi un facteur de migration des populations et par ce biais, de déstabilisation dans certaines régions. Les scénarios de la Banque mondiale illustrent la grande précarité de la situation de l'Afrique subsaharienne : sans mesure immédiate de réduction des émissions et sans la mise en place rapide de politiques de développement inclusives, ils prévoient une augmentation du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté de 2 % à 6 % d'ici à 2030 dans les pays de la zone franc, en raison du seul changement climatique.

Lors de la COP21 qui s'est tenue à Paris en décembre 2015, les pays développés se sont engagés à désormais allouer 100 milliards de dollars par an aux pays en développement (PED) pour la lutte contre les changements climatiques. En 2014, ces financements se seraient élevés à 62 milliards de dollars (OCDE). Cependant, l'aide pour le climat accordée aux PED est principalement dédiée à la limitation du réchauffement climatique (à hauteur de 75 %) et très peu, à l'adaptation aux changements climatiques (15 %). En conséquence, l'Afrique, faible émetteur de GES, ne reçoit qu'une part négligeable de l'aide totale pour le climat.

En supposant une hausse des températures ne dépassant pas les 2°C, les mesures nécessaires à l'adaptation au changement climatique pourraient coûter entre 250 et 500 milliards de dollars par an

¹ Banque mondiale (2015), « Shock waves: managing the impacts of climate change on poverty », novembre.

Retrouvez ici
les actualités
de la zone franc

www.banque-france.fr

BANQUE DE FRANCE
EUROSISTÈME

1

aux pays en développement d'ici 2050, dont 50 milliards au continent africain². L'objectif est donc d'ici là de trouver les moyens d'atténuer les effets d'une menace inéluctable. Cela passe, plus que jamais, par des stratégies de développement économique qui intègrent, dès aujourd'hui, les questions environnementales et favorisent l'inclusion sociale en constituant de filets de protection sociaux et sanitaires, en facilitant l'accès à une énergie efficiente et en favorisant une croissance largement inclusive.



Faits saillants

- L'année 2015 aura été marquée par un net ralentissement de la croissance en Afrique subsaharienne. Celle-ci pourrait n'avoir atteint que 3,4 % selon la Banque mondiale et le FMI, soit une révision à la baisse de près d'un point sur les six derniers mois.
- Le recul de ces prévisions touche davantage les pays exportateurs de pétrole et les pays à revenu intermédiaire, plus intégrés à l'économie mondiale, que les États dits « fragiles » à faible revenu. Il s'explique largement par un contexte international moins favorable et la baisse généralisée du prix des produits de base, notamment ceux du pétrole, mais aussi par la persistance de facteurs internes (goulets d'étranglement productifs, conflits et instabilité politique). La croissance devrait néanmoins se raffermir en 2016, de plus d'un point de pourcentage par rapport à 2015.
- En Afrique de l'Ouest (UEMOA), l'activité économique continue de profiter du raffermissement de la croissance dans les deux principales économies de la sous-région (Côte d'Ivoire et Sénégal), et plus généralement, du dynamisme de la demande intérieure et du rebond de la production industrielle, favorisée par de vastes programmes d'investissement public.
- En Afrique centrale (UMAC), en revanche, l'activité économique pâtit de la chute des prix du pétrole et du repli de l'activité pétrolière, mais aussi du moindre dynamisme de l'économie dans son ensemble, freinée par les mesures de restrictions budgétaires mises en œuvre dans les pays exportateurs de pétrole.
- Si le scénario d'un rebond en 2016 est commun aux deux régions, il reste entouré de nombreux aléas baissiers : risques sécuritaires, calendriers électoraux, incertitudes sur les évolutions de prix des produits de base, ralentissement continu des pays émergents et resserrement des conditions de financement sur les marchés internationaux.



Ralentissement sensible de la croissance économique en Afrique subsaharienne

Selon le FMI, en dépit du dynamisme de la demande intérieure dans les pays à faible revenu, l'activité économique de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble a sensiblement ralenti en 2015, avec un taux de croissance estimé à 3,8 %, après 5,0 % en 2014 (graphique 1)³. Ces estimations rejoignent celles de la Banque mondiale, qui anticipe la croissance subsaharienne à 3,6 % en 2015. Selon le FMI, cet affaiblissement général s'explique principalement par la chute des cours du pétrole et de nombreux

autres produits de base exportés par les pays africains (graphique 2), en lien avec le ralentissement sensible de la demande des grands pays émergents, et par des conditions de financement sur les marchés internationaux qui se sont durcies, suite à l'anticipation d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et à une réévaluation des risques associés à plusieurs pays pré-émergents de la région, cela dans un contexte de marges de manœuvre budgétaires jugées restreintes.

² Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2015) : « Africa's adaptation Gap 2: bridging the gap-mobilising sources ».

³ Les données et les informations concernant la situation économique de l'Afrique subsaharienne sont tirées des Perspectives Économiques en Afrique du FMI, octobre 2015.

Dernières publications

Aide au développement et croissance : une étude sur données d'entreprises (en anglais)

Chauvet (L.) et Ehrhart (H.), Document de travail de la Banque de France, n° 563, juillet 2015.

Les hedge funds, les pays émergents et l'Afrique

Brack (E.), Diop (S.) et Lamraki (G.), Techniques financières et développement, n° 119, juin 2015.

Mégarégionales : Quelles conséquences pour les pays d'Afrique subsaharienne ? (en anglais)

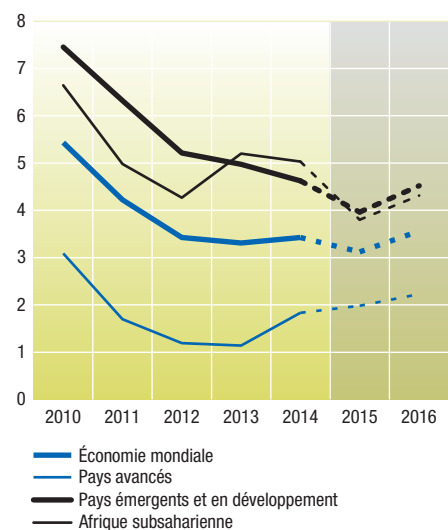
Guimbard (H.) et Le Goff (M.), Document de travail de la Banque de France, n° 569, septembre 2015.

L'évolution du système bancaire en zone franc

Diop (S.), Techniques financières et développement, n° 121, décembre 2015.

G1 Croissance économique selon les régions du monde

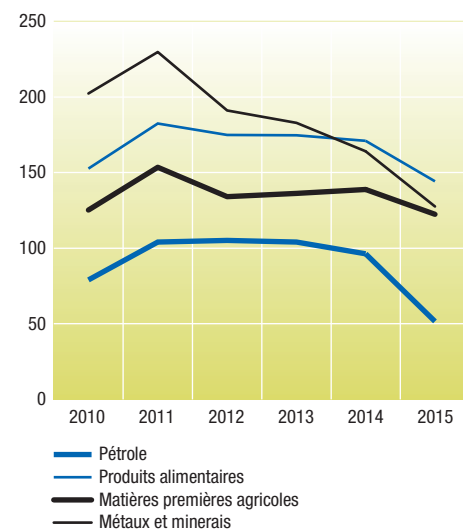
(en glissement annuel)



Source : FMI.

G2 Cours mondiaux des produits de base

(indexés 2005 = 100 sauf pétrole en USD)



Source : FMI.

C'est dans les économies les plus dépendantes des exportations de pétrole que les estimations de croissance ont été le plus fortement révisées à la baisse au cours des derniers mois (il y a un an, les prévisions de croissance pour 2015 étaient d'environ 7 %). Selon le FMI, cette importante correction tient principalement à la chute des cours du pétrole mais aussi à la contraction de la demande domestique (consommation privée et investissement public) causée par les nécessaires mesures d'ajustement budgétaire.

Dans les pays à revenu intermédiaire⁴ dont les économies sont plus diversifiées, la croissance devrait se maintenir en 2015 (2,6 % en moyenne, après 2,7 % en 2014), mais à un niveau très modéré compte tenu de la croissance démographique. Cette croissance relativement faible tient, d'après le FMI, à une conjonction de facteurs internes et externes, dont la persistance des difficultés d'approvisionnement en électricité qui paralysent l'industrie manufacturière, la baisse des cours des métaux exportés par certains de ces pays (or, platine, cuivre, etc.) et la hausse du coût des emprunts extérieurs et intérieurs.

Enfin, malgré un certain ralentissement lié à la baisse des cours de plusieurs produits de base exportés, la croissance économique des pays à faible revenu devrait rester assez soutenue en 2015 (5,9 %, après 6,9 % en 2014), tirée, selon le FMI, par le dynamisme de la consommation privée et la mise en œuvre des grands projets d'investissement public (infrastructures de transports, production électrique, assainissement, etc.).

La chute des cours des matières premières, la normalisation de la politique monétaire américaine, la plus grande frilosité des investisseurs, les déséquilibres structurels persistants et la montée de l'insécurité dans certaines régions ont contribué au reflux des capitaux internationaux et à faire pression sur les monnaies de nombreux pays africains. D'importants mouvements de dépréciation ont eu lieu en 2015, allant de plus de 30 % en Afrique du Sud, au Ghana ou en Angola à environ 10 % au Nigéria ou au Kenya. Ces mouvements sont de nature à contribuer à une accélération de l'inflation dans la région, qui passerait de 6,4 % en 2014 à 6,9 % en 2015. Le FMI prévoit une poursuite de cette tendance en 2016.

⁴ Dont notamment l'Afrique du Sud, le Ghana et la Zambie.

Focus sur le Burkina-Faso

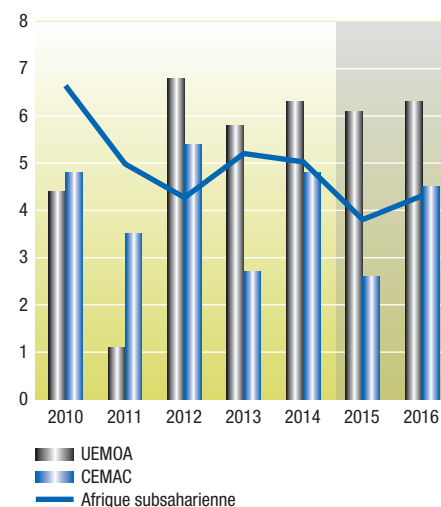
Le putsch du 17 septembre 2015 mené par le Régiment de Sécurité présidentielle et son chef, le général Diendéré, a débouché sur une restitution du pouvoir au gouvernement de transition le 24 septembre. L'impact de cette crise sur l'économie burkinabè devrait être limité, les dernières prévisions du FMI pour 2015 faisant état d'un taux de croissance avoisinant les 5 %. Néanmoins, l'incertitude entourant l'avenir du pays pourrait peser sur son attractivité économique globale dans un contexte où le climat de l'investissement demeure difficile malgré la mise en œuvre de politiques d'ouverture aux investissements directs étrangers. En effet, malgré la tenue d'élections présidentielle et législative le 29 novembre 2015, la situation politique et l'équilibre social demeurent fragiles d'autant que les attentes de la population, particulièrement pauvre, (le **Burkina Faso** est classé 183^e sur 187 pays d'après le rapport IDH 2015 du PNUD) sont élevées. Le principal défi à venir réside donc dans une croissance plus inclusive qui passe par une gestion optimale de la rente aurifère, le développement de nouveaux pôles de croissance ou le développement de projets d'infrastructures.

Toujours selon le FMI, l'amélioration de la conjoncture économique mondiale devrait permettre un léger rebond de la croissance en Afrique subsaharienne en 2016 (à 4,3 %). La Banque mondiale s'attend à une reprise plus soutenue, à 4,6 %. Cette progression sera tirée par le dynamisme des pays africains à faible revenu (6,5 % attendus en moyenne), tandis que les pays exportateurs de pétrole continueront de subir les effets de la baisse des cours qui devrait se poursuivre en 2016⁵.

Dans ce contexte de ralentissement généralisé de la croissance en Afrique, l'année 2015 a été marquée par un véritable découplage des conjonctures au sein de la zone franc. Dans la CEMAC, dont la plupart des pays sont exportateurs de pétrole, la croissance s'est nettement ralentie, tandis qu'en UEMOA, l'activité économique est restée dynamique (graphique 3).

G3 Croissance économique en zone franc et en Afrique subsaharienne

(en glissement annuel)



Note : La zone grisée correspond aux prévisions de janvier 2016. Source : FMI.

Poursuite d'une croissance vigoureuse en UEMOA

En UEMOA, la croissance s'est maintenue, en 2015, à un rythme comparable à celui de l'année précédente⁶. Selon les estimations du FMI, elle pourrait s'être établie à 6,3 %, tandis que la BCEAO avance un chiffre plus optimiste (6,7 %).

L'activité économique en UEMOA bénéficie surtout d'une bonne tenue de la demande intérieure, soutenue par la mise en œuvre, depuis quelques années, de programmes de développement publics et privés d'envergure qui dynamisent certains secteurs comme ceux de l'industrie manufacturière ou de la construction. En 2015, la plupart des pays de l'UEMOA ont bénéficié, en outre, d'une bonne production agricole, favorisée par des conditions climatiques clémentes, et de l'essor continu des activités de services, aujourd'hui principal moteur de la croissance dans la région. L'UEMOA a également tiré profit de la baisse des prix du pétrole, dont elle est importateur net, et de la dépréciation de l'euro, et donc du franc CFA, de plus de 8 % sur l'année.

La consolidation de la croissance en Côte d'Ivoire, qui pèse pour 35 % du PIB de la région, explique aussi largement le maintien d'une croissance vigoureuse en UEMOA, tandis que le Mali et le Niger ont enregistré une baisse de leur performance économique en 2015, induite notamment, par un ralentissement des activités extractives et le retard pris dans la réalisation de certains chantiers de construction d'infrastructures. L'économie sénégalaise (16 % du PIB de l'UEMOA), quant à elle, a profité de la mise en œuvre de différents plans nationaux (PSE, PRACAS, etc.)⁷, pour voir son taux de croissance se renforcer à 5,4 % en 2015, selon les estimations de la BCEAO.

En 2015, la hausse du niveau général des prix devrait être de 1,0 % selon la BCEAO (contre - 0,1 % en 2014), en dépit d'une réduction des prix du carburant à la pompe. Le retour de l'inflation en territoire positif est essentiellement imputable aux prix des produits alimentaires, dont l'offre apparaît insuffisante dans certaines régions. La hausse des prix porte également

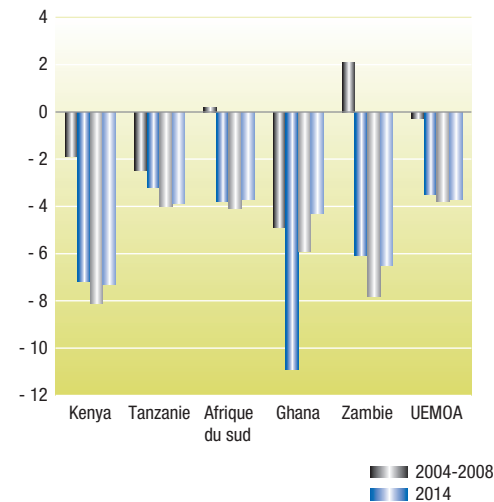
5 Banque mondiale, Commodity Markets Outlook, janvier 2016.

6 Les données et les informations concernant la situation économique de l'UEMOA sont basées sur le Comité de politique monétaire de la BCEAO de décembre 2015.

7 PSE : Plan Sénégal Émergent adopté en 2014 dans le but de faire du Sénégal un pays émergent d'ici 2035 ; PRACAS : Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise qui vise à rendre le pays indépendant sur le plan alimentaire.

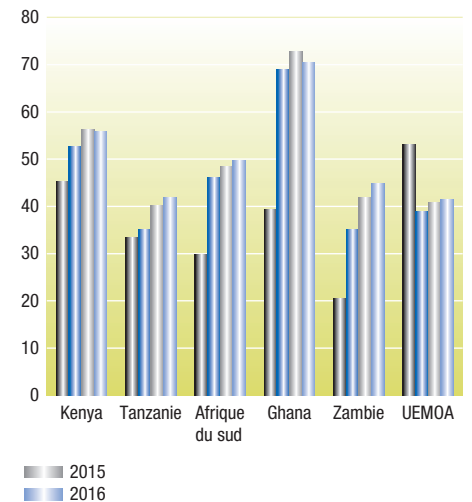
G4 a : Solde budgétaire, dons compris

(en % du PIB)



G4 b : Dette publique

(en % du PIB)



Note : Le recul de la dette publique en UEMOA par rapport à la première moitié des années 2000 s'explique notamment par l'allègement de la dette internationale (initiative PPTE) pour la Côte d'Ivoire, le Togo et la Guinée-Bissau.

Source : FMI (y compris prévisions).

l'empreinte du renchérissement des matériaux de construction, en particulier du ciment, et des services liés aux logements du fait d'une augmentation forte de la demande, notamment en Côte d'Ivoire et au Niger.

Si les déficits budgétaires des États de l'UEMOA s'étaient réduits en 2014 sous l'effet d'un meilleur recouvrement des recettes fiscales, ils devraient se creuser de nouveau en 2015. Les données disponibles pour les neuf premiers mois de l'année 2015 suggèrent un accroissement du déficit de près de 29 %, expliqué notamment par l'augmentation combinée des dépenses courantes (+ 12 %) et en capital (+ 20 %). Comme dans de nombreux autres pays d'Afrique subsaharienne non producteurs de pétrole, les déficits publics croissants de ces dernières années – souvent désormais plus élevés qu'avant la crise financière de 2008 – sont le reflet d'une augmentation des dépenses publiques (salaires, projets d'infrastructures, subventions) qui conduit à un accroissement rapide de la dette publique en pourcentage du PIB (graphiques 4a et 4b).

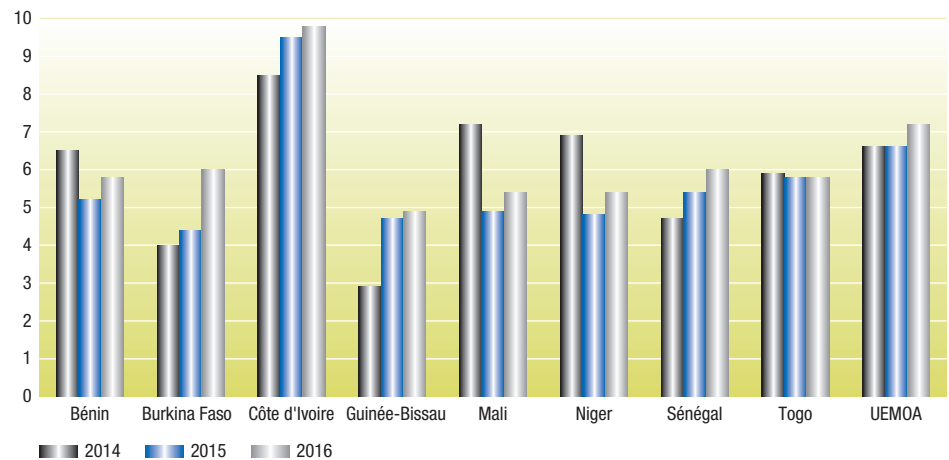
Pour financer leurs déficits, les pays de l'UEMOA font de plus en plus appel aux marchés financiers régionaux et internationaux. De fait, si les analyses du FMI jugent, à ce jour, la dette publique des pays de l'Union soutenable, elles appellent néanmoins de plus en plus à la mise en œuvre d'une gestion financière prudente.

La balance courante de l'UEMOA devrait continuer de tirer profit de la faiblesse du taux de change nominal EUR-USD, qui bénéficie aux exportations libellées en dollars, et de celle des cours du pétrole qui réduit la facture des importations de produits énergétiques. On peut donc s'attendre en 2015 à un maintien, sinon à une réduction, du déficit de la balance courante de l'UEMOA (à environ 5,8 % du PIB contre 6 % l'année précédente), et ce d'autant plus que les exportations de cacao et d'anacarde ont été particulièrement dynamiques, et que les prix de ces deux produits sont en hausse, une évolution atypique dans le contexte actuel de baisse des prix des produits de base.

Les prévisions de la BCEAO pour 2016 tablent sur une accélération de la croissance à 7,2 % en UEMOA, largement partagée par l'ensemble des États membres (graphique 5). Ces prévisions sont nettement plus optimistes que celles du FMI (6,3 %) ou de la Banque mondiale (6,4 %) et s'appuient sur des anticipations de montée en régime de nouvelles unités de cimenterie et de production de coton, ainsi que du lancement des productions de zinc et d'or dans certains États de la région. Elles reposent également sur l'hypothèse d'une bonne tenue de la consommation privée et des activités commerciales, financières et des services et d'une augmentation croissante de la fourniture d'électricité, de la construction et de la production agricole.

G5 Croissance du PIB réel

(en glissement annuel)



Source : BCEAO.

Cependant les risques entourant un tel scénario optimiste sont largement baissiers. Les pays de la bande sahélienne restent soumis à des aléas climatiques imprévisibles et dont

les conséquences sont souvent majeures. La situation sécuritaire est également très dégradée dans certains pays (Niger, Mali) avec des risques de contagion.

Zoom sur... la situation économique des pays exportateurs de pétrole

L'Afrique subsaharienne compte pour environ 6 % du total de la production mondiale de pétrole, avec un taux réserves/production d'environ 40 ans¹. Plus de 90 % de la production d'Afrique subsaharienne provient de quelques pays qui ont fait des hydrocarbures un pilier de leur économie : le Nigéria, l'Angola et la quasi-totalité des États-membres de la CEMAC (le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad). Ces économies pétrolières d'Afrique se limitent pour la plupart au seul secteur pétrolier, source principale, voire quasi unique, des recettes fiscales comme des exportations (tableau). Avec un prix du pétrole très erratique et difficile à prévoir, les recettes de l'État deviennent très volatiles, ce qui fragilise ces économies.

Le pétrole en Afrique subsaharienne

(production en millions de tonnes, parts en %)

	Production (2014)	Part dans la production d'Afrique subsaharienne (2014)	Part du PIB pétrolier dans le PIB global (2013)	Part des exportations pétrolières dans les exportations totales (2013)	Part des recettes pétrolières dans les recettes budgétaires totales (2013)
Angola	83,0	31,2	46,9	98,0	79,0
Nigéria	113,5	42,7	12,9	95,2	73,5
CEMAC dont :	46,9	17,7	38,7	84,6	62,2
Guinée équatoriale	13,1	4,9	85,8	93,2	90,8
Congo	14,5	5,5	60,9	91,5	74,1
Gabon	11,8	4,4	43,1	82,9	53,2
Tchad	4,1	1,5	18,5	82,7	69,2
Cameroun	3,4	1,3	7,4	35,7	26,0

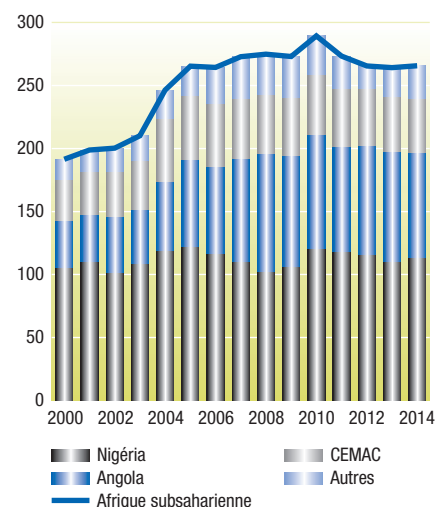
Sources : BP Statistical review of world energy 2015 et BEAC.

.../...

¹ Ce ratio représente la quantité estimée restante d'une énergie non renouvelable, exprimée en nombre d'années. Au Moyen Orient, ce ratio s'élève à environ 80 ans.

GA Production de pétrole en Afrique subsaharienne

(en millions de tonnes)



Source : BP Statistical review of world energy 2015.

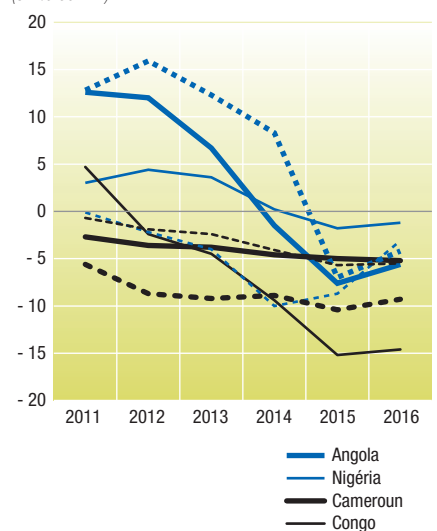
Après leur maintien pendant quatre ans à des niveaux élevés, les cours du pétrole ont fortement chuté depuis le milieu de l'année 2014. Le prix du baril de *Brent* a été divisé par plus de deux entre juin 2014 et janvier 2016 où il a atteint son niveau le plus bas depuis 2009 (environ 30 dollars le baril). Le FMI prévoit, pour l'année 2015, une baisse de 46,4 % des cours du pétrole par rapport à la moyenne de 2014 ².

Dans ce contexte, les pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne, dont les exportations de marchandises dépendent à plus de 50 % du pétrole, ont vu fondre la valeur de leurs exportations de pétrole et leurs recettes pétrolières. Tous les pays d'Afrique subsaharienne exportateurs de pétrole devraient connaître un déficit de leurs soldes de transactions courantes (graphique B) et budgétaire (graphique C) en 2015, y compris le Gabon qui était encore en situation d'équilibre extérieur et courant en 2014. En moyenne, le déficit courant des pays africains exportateurs de pétrole

devrait se creuser de 0,5 % en 2014 à 3,4 %, et leur déficit budgétaire devrait passer de 3,2 % en 2014 à 4,5 % en 2015. Le FMI prévoit toutefois une légère réduction de ces déficits en 2016.

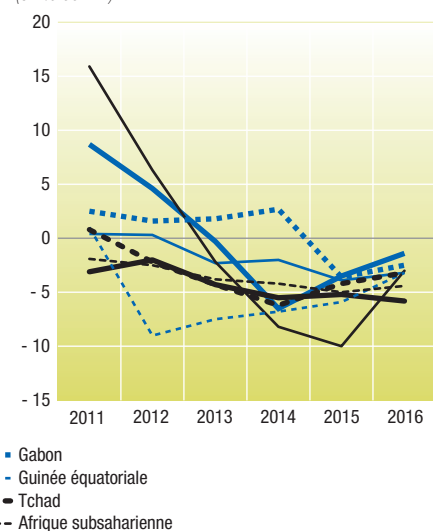
GB Solde des transactions courantes

(en % du PIB)



GC Solde budgétaire, hors dons

(en % du PIB)



Source : FMI, Perspectives économiques régionales, octobre 2015.

L'Angola et le Nigéria sont par ailleurs confrontés à la forte perte de valeur de leurs monnaies respectives provoquée par la baisse des recettes pétrolières et la diminution des entrées de devises. Le kwanza angolais a perdu plus de 30 % de sa valeur par rapport au dollar en 2015 (la dépréciation a été particulièrement forte depuis mai 2015). Afin de freiner l'inflation favorisée par la dépréciation monétaire, la banque centrale angolaise a augmenté son taux directeur de 25 points de base (pb) en mars 2015. De même, afin de faire face aux pressions à la baisse sur sa monnaie et endiguer la fonte de ses réserves

.../...

² IMF Primary Commodity Prices, data projections August 2015.

Focus sur le Cameroun

L'économie du Cameroun fait preuve de résilience face à la baisse prolongée des cours du pétrole et aux crises sécuritaires qui se sont développées à ses frontières (instabilité en Centrafrique, attaques de Boko Haram au Nigéria avec des incursions dans le nord du pays y entraînant une paralysie de l'activité). Pour 2015, alors que les prévisions pour la CEMAC dans son ensemble tablent sur un fort ralentissement de la croissance en lien avec le marasme du secteur pétrolier, la croissance réelle du Cameroun se maintiendrait autour de 5,8 % grâce à son tissu entrepreneurial, le plus diversifié et le plus dynamique de la sous-région. Par ailleurs, la demande intérieure demeure soutenue par des dépenses publiques expansionnistes financées par un recours croissant à un endettement extérieur non concessionnel qui pourrait peser, à terme, sur la viabilité de la dette (l'émission d'un premier « eurobond » camerounais de 750 millions de dollars sur 10 ans au taux élevé de 9,75 % ne pourra qu'accroître le risque de surendettement).

La croissance économique observée depuis 2008 n'a pas eu d'impact significatif sur le niveau de pauvreté. Dans ce contexte, le développement du nord du Cameroun est une priorité afin d'éviter que la pauvreté de cette région ne devienne un terreau pour la radicalisation. Plus généralement, la sélection d'investissements au rendement économique élevé et au financement soutenable s'avère primordiale.

de change (- 18 % en 2014), la banque centrale du Nigéria a renforcé le contrôle des changes et est intervenue sur le marché des changes à plusieurs reprises, avant de finalement dévaluer le naira de 8 % en novembre 2014.

Pour faire face à la dégradation de leur situation budgétaire, la plupart des pays exportateurs de pétrole ont adopté des mesures d'ajustement budgétaire correspondant à une baisse substantielle de leurs dépenses publiques (suppression des subventions sur le prix du carburant à la pompe, diminution des dépenses, etc.). Le FMI indique que ces mesures devraient contribuer au ralentissement de la demande domestique et de la croissance économique de ces pays au cours des prochains mois.

D'après les estimations réalisées par la BEAC³, la chute des cours du pétrole entraînerait en 2015 un ralentissement de la croissance du PIB réel à 2,8 % dans la CEMAC (contre 4,2 % prévus initialement), essentiellement en raison du ralentissement de l'activité pétrolière et de la diminution des dépenses publiques en capital liée à la contraction des recettes pétrolières. De son côté, le FMI prévoit un taux de croissance moyen de 3,5 % dans les pays exportateurs de pétrole, soit un taux divisé par deux par rapport aux prévisions d'octobre 2014. Enfin, plus généralement, d'après les estimations de la Banque de France réalisées à partir du modèle NIGEM, une baisse de 20 % des cours du pétrole entraînerait sur deux ans une perte de PIB de 1,2 % en Afrique subsaharienne, essentiellement liée au recul de la demande intérieure (les dépenses des ménages diminueraient par exemple de 1,4 %).

3 Cf. Rapport annuel de la Zone franc 2014.



Repli de la croissance économique dans la CEMAC

Selon la BEAC, après une croissance relativement soutenue en 2014 (4,6 %), l'activité économique de la CEMAC a connu un ralentissement plus important que prévu en 2015 (s'établissant à 2,4 %, soit une révision à la baisse de près de 2 points de pourcentage par rapport à début 2015)⁸. Ces estimations sont globalement équivalentes à celles du FMI et de la Banque mondiale. Seuls la République centrafricaine (5,7 %), en reconstruction, et le Gabon (5,6 %), dont l'activité économique est soutenue par la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Émergent, devraient enregistrer une légère accélération de leur croissance en 2015. Sur la base d'une reprise graduelle de la croissance mondiale et d'un maintien du prix des matières premières, la croissance de la CEMAC rebondirait en 2016, à 5,6 % en moyenne.

La CEMAC, dont cinq des six pays membres sont essentiellement exportateurs de pétrole, subit de plein fouet la baisse généralisée du prix des matières premières et notamment, celle des prix du pétrole (voir encadré *supra*).

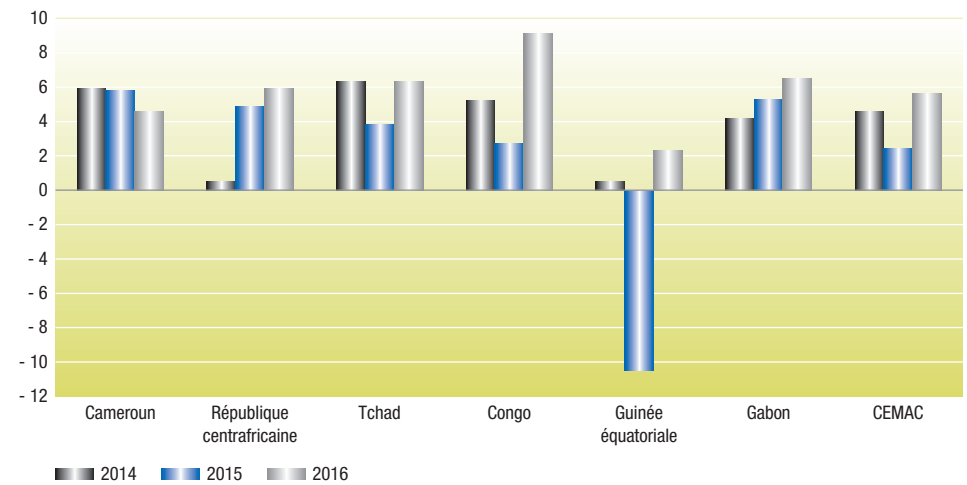
Le ralentissement économique de 2015 s'explique à la fois par la contraction de l'activité pétrolière et le moindre dynamisme du secteur non pétrolier, affecté par le recul de la demande intérieure. En effet, la consommation, notamment privée, pâtit de la mise en œuvre des mesures urgentes de restriction budgétaire (comme la baisse des subventions), destinées à pallier la chute des revenus pétroliers. Dans le même temps, la baisse des investissements, notamment publics, résulte d'un repli rapide des dépenses en capital dans la quasi-totalité des pays producteurs de pétrole.

Malgré le maintien de pressions inflationnistes au cours du premier semestre 2015, – du fait de la hausse des prix des carburants à la pompe (liée aux baisses de subventions initiées notamment au Cameroun et au Gabon) et de contraintes pesant sur l'offre (notamment au Tchad et en République centrafricaine) –, le taux d'inflation pour la CEMAC s'est établi, d'après la BEAC, à 2,9 % en 2015, soit en dessous de la norme communautaire fixée à 3 %.

8 Les données et les informations concernant la situation économique de l'UEMOA sont basées sur le Comité de politique monétaire de la BEAC d'octobre 2015.

G6 Croissance du PIB réel en zone CEMAC

(en glissement annuel)



Source : BEAC.

Le ralentissement de la croissance est allé de pair avec un creusement rapide du déficit courant (11,4 % du PIB, contre 4,3 %). Le déficit budgétaire (base engagement, hors dons) s'est creusé de manière significative en 2015 (4,2 % contre 1,5 %) en raison d'une diminution des recettes pétrolières de près de 40 %, et ce malgré l'adoption par les pays pétroliers de la CEMAC de lois de finances rectificatives prévoyant une réduction significative des dépenses publiques. L'accumulation du stock de dette au cours des dernières années, la part croissante de l'endettement de type non concessionnel et la dégradation des perspectives d'exportations dans un contexte économique régional difficile (montée de l'insécurité et ralentissement économique marqué consécutif à la chute des cours du pétrole) appellent à une grande vigilance sur le processus d'endettement public. Le FMI a récemment relevé son jugement de risque de

surendettement pour certains pays de la CEMAC. La baisse des prix du pétrole a clairement mis au jour la grande vulnérabilité des pays exportateurs de pétrole de la CEMAC aux chocs pétroliers et rappelle d'une part, l'utilité de constituer une épargne de précaution lors des périodes économiques fastes et d'autre part, la nécessaire mise en œuvre de réformes structurelles dans des cadres budgétaires viables et appropriés, permettant d'améliorer le climat des affaires et de diversifier les économies.

Les prévisions de croissance pour 2016 restent soumises à des aléas plutôt baissiers, notamment ceux relatifs aux incertitudes concernant l'évolution de la demande et des prix du pétrole ainsi que les risques récurrents de déstabilisation politique ou de contagion terroriste qui impliqueraient des hausses de dépenses de sécurité.

Tableau de bord Principales données

	UEMOA				CEMAC			
	2013	2014	2015 ^{a)}	2016 ^{b)}	2013	2014	2015 ^{a)}	2016 ^{b)}
Taux de croissance du PIB réel (en %) ^{c)}	5,9	6,6	6,6	7,2	1,7	4,6	2,4	5,6
Recettes publiques, hors dons (en % du PIB)	18,4	18,5	18,4	18,8	26,8	25,0	21,7	21,8
Taux de pression fiscale (en % du PIB) ^{c)}	19,5	20,5	–	–	9,3	9,6	10,9	–
Dépenses publiques (en % du PIB)	24,6	24,9	25,3	25,4	30,3	29,7	27,2	26,0
dont dépenses en capital	–	–	–	–	13,9	13,0	11,4	–
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	- 6,2	- 6,4	- 7,0	- 6,6	- 3,5	- 4,7	- 5,5	- 4,2
Dette publique (en % du PIB)	37,1	38,9	40,9	41,5	22,1	26,5	33,4	34,3
Exportations de biens et services (en % du PIB)	31,9	30,9	31,0	30,5	57,9	53,8	43,1	43,4
Importations de biens et services (en % du PIB)	41,7	40,5	40,2	40,1	40,4	41,3	40,1	38,9
IDE net (en % du PIB)	2,4	2,3	2,7	3,4	4,2	3,9	4,3	4,8
Balance des transactions courantes, dons inclus (en % du PIB)	- 6,4	- 6,0	- 5,8	- 6,3	- 1,6	- 4,3	- 8,1	- 6,7
Taux directeur de la Banque centrale, (fin de période ; en points de base) ^{c)}	250	250	250	–	325	295	245	–
Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	1,3	- 0,1	1,3	2,1	2,1	2,6	2,2	2,4
Variation de la masse monétaire (en %)	10,1	13,6	13,0	12,2	7,5	7,5	0,9	6,7
Taux de change effectif réel (2000 = 100)	112,4	113,5	–	–	124,6	127,6	–	–
Réserves (en mois d'importations)	2,9	3,4	3,1	3,0	5,2	6,0	4,3	3,8

a) Estimations.

b) Prévisions.

c) Sources BCEAO/BEAC.

Sources : FMI (octobre 2015) et calculs Banque de France, sauf indication contraire.

	2015	2016
CALENDRIER	2 octobre	9 avril
	Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Paris)	Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Yaoundé, Cameroun)

Éditeur

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Directeur de la publication

Marc-Olivier Strauss-Kahn

Rédacteur en chef

Christian Masson

Ont participé à la rédaction de cette lettre

Véronique Genre, Maëlan Le Goff,
Françoise Magnan-Marionnet

Réalisation

Direction de la Communication
Service des Publications économiques

Maquette

Angélique Brunelle

10

N° 6 • Janvier 2016

Version internet

» <http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>

Version papier

comozof@banque-france.fr

Communiqué de presse de la Réunion des ministres des Finances de la zone franc du 2 octobre 2015

» <https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/reunions-des-ministres-des-finances-de-la-zone-franc/paris-le-2-octobre-2015.html>

